

Les entretiens de

Grain de sel

Dans le cadre de la préparation du numéro spécial de *Grain de sel* sur les APE, nous avons participé au séminaire technique sur « *Le traitement des produits sensibles dans la libéralisation du commerce : enjeux, approches et outils méthodologiques* », tenu à Ouagadougou (Burkina Faso), du 29 janvier au 2 février 2007¹.

L'occasion de réaliser quelques entretiens, à bâtons rompus...

Nous vous proposons tout d'abord quelques mots de **Mamadou Cissokho**, président d'honneur du Roppa, qui revient sur sa participation à la rencontre, faisant part d'une certaine satisfaction suite aux débats, sans oublier l'ampleur de la tâche restant à accomplir.

Puis un entretien avec **Bassiaka Dao**, nouveau président de la Confédération paysanne du Faso (CPF).

Dirk Stryker, directeur du bureau d'études AIRD, qui a participé à la mise en place du Tec de la Cedeao tant débattu, répond ensuite à nos questions relatives à ce Tec

Enfin, c'est **Rasheed Adegbenro**, de l'Association des industriels du Nigeria qui donne la position du secteur privé de cet immense pays, crucial dans la sous-région, sur l'intégration régionale

Ces entretiens ont été réalisés par Anne Perrin à Ouagadougou (Burkina Faso), entre le 29 janvier et le 3 février 2007.

¹ Pour toutes les informations sur le séminaire et les conclusions : cf. le site du Hub rural : www.hubrural.org/activites-thematiques/negociations_commerciales/seminaire_prod_sensibles_ouaga_intro.php

Les entretiens de

Grain de sel

Entretien avec Mamadou Cissokho, président d'honneur du Roppa



Quelles sont vos impressions à quelques minutes de la séance de clôture de ce séminaire technique sur le traitement des produits sensibles dans la libéralisation du commerce ?

Cette semaine a fait consensus entre des groupes d'acteurs sur la complexité du sujet et les relations entre commerce et développement. Dans le même temps, c'est cette inter-relation qui pose problème. Dans aucune partie du monde le commerce ni la libéralisation n'ont été utiles pour faciliter le développement ; ce qu'il faut c'est créer un environnement favorable, et favoriser une mise à niveau des acteurs. Entre faibles et forts, le commerce ne marche pas.

Précisément dans les accords de partenariat économique on a à faire à une opposition entre deux parties : l'une est intégrée, tout existe pour les secteurs de production, l'autre est en voie d'intégration, tout reste à construire.

Si on veut que le commerce puisse nous permettre d'accélérer le processus de développement, il nous faut réaliser l'intégration régionale, et, pour cela, mettre en place des politiques sectorielles en partenariat, prendre les mesures législatives idoines, au niveau des États et de la région, la tâche est immense.

Les paysans et le Roppa ne sont pas contre l'APE. Nous ne pouvons simplement pas répondre aux exigences du libéralisme. Nous avons besoin de capacités institutionnelles, de politiques, de ressources humaines compétentes, il faut garantir la sécurité des biens et des personnes et leur circulation... Ce n'est pas un problème de produits entre nous et l'Europe. Nous ne sommes contre rien. Comment un producteur peut-il être contre le

Les entretiens de

Grain de sel

commerce ? Même le paysan qui cultive pour nourrir sa famille a besoin de commercer.

La question du Tec de la Cedeao² a fait l'objet de nombreux débats au cours du séminaire. Quelle est votre position sur ce point ?

Le processus du Tec Cedeao est mal parti, il doit être corrigé. Ces cinq jours sont allés au-delà de la question des produits sensibles. Nous avons plus d'arguments en faveur d'une révision du Tec Cedeao :

- un Tec doit défendre des politiques sectorielles. Or nous n'avons pas de politiques sectorielles, le marché régional n'existe pas encore. On ne peut faire comme si la Cedeao était l'Uemoa, ce n'est pas le cas.
- Tous les partenaires institutionnels (hub, CTA, MAE, AFD) ont apprécié la méthodologie adoptée pour discuter ; ils se sont montrés ouverts pour accompagner le processus ;

Au niveau du Roppa, nous sommes sûrs que l'Europe n'a ni intérêt, ni envie de négocier des accords mort-nés.

Quelles sont pour vous au niveau du Roppa les prochaines étapes ?

Durant ces cinq jours, nous avons partagé avec tous les groupes d'acteurs. Maintenant, nous devons transmettre les informations dans les pays, par l'intermédiaire des plates-formes nationales.

La demande de la Cedeao d'un report de 3 ans pour la date limite de signature de l'accord initialement fixée au 31/12/2007 est plus que jamais justifiée.

Si on doit parler de bonne gouvernance, il faut prendre le temps de la négociation. Les autorités ne peuvent désormais cavalier toutes seules. Nous ne sommes pas foncièrement contre les APE, mais nous serons toujours contre un accord qui ne nous prend pas en compte.

² NDLR : Tarif extérieur commun (Tec) fixé au taux du Tec de l'Uemoa jugé trop faible par une grande majorité : 20%.

Les entretiens de

Grain de sel

Nous ne nous attendions pas à sortir de cet atelier avec une liste de produits sensibles. L'objectif était de dire que le secteur agricole dans son ensemble est un secteur stratégique et sensible. Cet objectif est atteint.

Entretien avec Bassiaka Dao, président de la Confédération paysanne du Faso, président de la Fepa-B



À propos des Accords de partenariat économique (APE) :

Nous avons participé à la rencontre dans l'attente de rencontrer des experts qui, souvent, contactés au niveau sous-régional, ne savent pas prendre en compte les préoccupations nationales. Nous voulions leur donner notre vision de l'APE, et de l'orientation des négociations. Nous voulions également donner notre position, la position des OP et celle du Roppa sur les APE : pour nous, il est clair que tous les produits de l'Afrique subsaharienne sont sensibles. Étant donné la richesse de l'Union européenne, comment créer une zone de libre échange avec une des régions parmi les plus pauvres du monde ? Avec de telles différences entre les deux régions, on ne peut pas parler de « partenariat ». Il faut permettre à l'Afrique de l'Ouest de construire son marché et son économie.

L'atelier a eu le mérite de nous donner la parole. Nous avons pu échanger avec différents acteurs et nous faire entendre de différents acteurs. Notre message est clair : tous les produits sont sensibles. On ne va pas négocier notre nourriture. Pour atteindre

Les entretiens de

Grain de sel

les objectifs du millénaire pour le développement, et parvenir à mettre fin à la pauvreté en milieu rural, il faut que l'Afrique de l'Ouest ait le temps de construire son marché régional. Notre politique agricole (ndlr : Ecowap) doit pouvoir être mise en œuvre. Si l'Ecowap ne fonctionne pas, c'est pour plusieurs raisons... Nos chefs d'État n'ont pas les moyens (et l'ambition ?) de la mettre en œuvre. Faute de moyens, ils sont à la merci des institutions de Bretton Woods. Ils ne sont pas parvenus à développer leur propre souveraineté.

L'Europe s'est construite autour de sa souveraineté alimentaire, avant que le principe de libre échange soit généralisé. Il faut aussi une politique industrielle pour la sous-région. Aujourd'hui, nos sociétés dépendent de l'extérieur or il nous faut une assise solide.

Nous sortons de la rencontre de Ouagadougou un peu rassurés. Mais nous allons suivre les choses de très près. Un comité de veille est mis en place au niveau de chacune des plates-formes du Roppa.

Les plans d'ajustement structurel ont été une catastrophe pour nos économies. Ils ont provoqué la ruine de notre agriculture. La pauvreté s'est accrue avec la dévaluation du FCFA. Ces négociations doivent être arrêtées, il n'y a pas d'autre solution. On parle d'intégration régionale, certes l'intégration régionale est importante, mais il faut voir avant tout ce qu'il en est des communications au sein d'un même pays... Rien que pour le Burkina Faso : les mangues produites au Sud ne se retrouvent pas sur les marchés du Nord du pays, pourtant demandeurs.

Les entretiens de

Grain de sel

Entretien avec Dirk Stryker, directeur de l'AIRD (Associés pour les ressources et le développement international - Associates for International Resources and Development)



Vous avez été chargé d'appuyer les travaux de la Cedeao sur la détermination du Tec, qui a fait l'objet de tous les débats lors du séminaire. Quels sont pour vous les enjeux ?

Tout d'abord un peu d'histoire : la Cedeao existait depuis longtemps. L'objectif de soutenir l'intégration régionale et le désir d'établir l'APE fait consensus chez les chefs d'État de la sous-région. Alpha Oumar Konaré au Mali et Olusegun Obasanjo au Nigeria sont les principaux avocats de cette intégration. Ils ne souhaitaient pas nécessairement la mise en place d'un Tec, mais tout au moins la création d'une zone de libre échange. La difficulté principale tient dans le fait que chaque pays garde son service des douanes. À chaque tentative pour résoudre cette question, les négociations ont échoué, les postes douaniers sont conservés, les pays craignant de perdre des recettes. Nous pensons qu'une union douanière, en facilitant l'intégration régionale, permettra au contraire l'obtention de plus grandes recettes douanières. Le problème clé, c'est celui de la répartition des recettes. C'est là-dessus que doivent s'entendre les États. L'Afrique australe, avec la Sacu (union douanière d'Afrique australe, South Africa Customs'Union), a prouvé qu'une telle union pouvait fonctionner et être fructueuse.

Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, le Nigeria pose un problème central, du fait de sa taille. Le fait que sa monnaie soit différente de celle de la majorité des pays de la sous-région ne pose pas réellement problème, le réel problème c'est que le Nigeria souffre du « syndrome hollandais » (« Dutch Disease »).

Les entretiens de

Grain de sel

Comme tous les pays disposant de ressources naturelles importantes, le Nigeria bénéficie d'importantes entrées de devises qui ont pour impact une surévaluation de son taux de change. Cela a un impact très sévère sur la production industrielle et l'exploitation agricole, avec une forte augmentation des tarifs. Le Nigeria a ainsi mis en place une politique extrêmement protectionniste, avec des tarifs douaniers très élevés, allant jusqu'à la prohibition sur certains produits agricoles à certains moments (riz, maïs). Cette politique a encouragé le développement de la fraude et des importations clandestines (notamment via le Bénin).

L'ajustement pour le Nigeria aujourd'hui est ainsi très important.

Pensez-vous qu'une 5^e bande (à 50% de droits de douane) comme l'a demandée le Nigeria, soit possible ?

Je ne pense pas qu'une 5^e bande soit possible. Cela dépend d'une décision des chefs d'État, la procédure est complexe. Je n'y suis par ailleurs pas favorable : il faut se rendre compte que si l'on protège l'industrie et l'agriculture des importations, cela a des conséquences : (i) sur les exportations, biaisées car la production s'oriente pour le marché local (ii) sur le taux de change, surévalué, avec deux inconvénients majeurs : impact sur les prix à la consommation et faibles incitations pour l'exportation.

Le Nigeria saura-t-il relever le défi ? Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question. Je constate que jusqu'à présent, une volonté politique très forte a porté les réformes. Maintenant, une échéance électorale approche³, et les réformistes sont minoritaires au Nigeria. Et les Nigériens sont très habiles en matière de lobbying. À ce stade tout est encore possible : le Nigeria consolide ses tarifs et accepte le Tec Uemoa / il reste sur ses positions, demandant une 5^e bande à 50%, et va à la rupture au niveau de la région / il accepte le régime tarifaire officiellement, mais ne tient pas compte de cet engagement.

³NDLR : Des élections générales (présidentielles, législatives, élection des gouverneurs des 36 États de la fédération) sont prévues pour avril 2007 au Nigeria.

Les entretiens de

Grain de sel

Quels enseignements tirez-vous de la rencontre qui vient de s'achever à Ouagadougou ?

Tout d'abord je constate l'importance de l'agriculture, et la forte mobilisation des acteurs du secteur.

Ensuite, le travail présenté sur le Sénégal me semble primordial (mise en place d'une méthodologie pour la détermination des produits sensibles⁴).

La position de l'Union européenne est aussi à retenir : les représentants qui ont participé au séminaire ont mis l'accent sur la flexibilité de l'Union concernant les produits sensibles. L'établissement du Tec et des mesures d'accompagnement sont plus importants pour l'Union européenne, qui n'a pas besoin d'avantages dans son commerce vers l'Afrique de l'Ouest (le marché du Danemark représente à lui seul toute l'Afrique de l'Ouest). Il importe que l'Afrique réponde aux normes sanitaires et phytosanitaires imposées par l'Europe, que les États soient capables de mettre en place des certificats respectés en Europe.

Enfin, le calendrier annoncé en séance de clôture ne me semble pas réaliste. Le programme établi est trop chargé, pas faisable. Je pense que le Tec sera là avant la liste des produits sensibles.

⁴ cf. contribution du Sénégal en ligne http://www.hubrural.org/activites-thematiques/negociations_commerciales/seminaire_prod_sensibles_ouaga_intro.php

Les entretiens de

Grain de sel

Rasheed Adegbenro, Association des industriels du Nigeria (Manufacturers' Association of Nigeria)



Quel était l'objectif de votre participation à cette rencontre ?

L'association des industriels du Nigeria comprend plus de 2000 entreprises. Nous avons été conviés à cette rencontre pour y apporter le point de vue des entrepreneurs industriels du Nigeria. Notre association est impliquée dans les négociations depuis 2002, où nous avons été associés à la conférence des acteurs nationaux. Depuis juin 2006, nous sommes membres du Groupe 5, (groupe technique consacré aux secteurs de production dans la négociation de l'APE Afrique de l'Ouest). Nous avons un rôle clé à jouer dans cette négociation.

Nous sommes partenaires avec les agriculteurs l'industrie est une extension de l'agriculture, des secteurs qui se retrouvent au sein de l'association nationale des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture.

Le Nigeria est venu assister assez nombreux à cette rencontre (10 représentants), notre délégation regroupant différents acteurs (ministères finance, commerce et industrie et secteur privé).

Le Nigeria a jusqu'alors adopté une politique très protectionniste. Cette politique est-elle compatible avec l'intégration régionale ?

Si le Nigeria a adopté une politique protectionniste, il avait ses raisons. Tout d'abord, une population très nombreuse (plus de 131 M hab). D'autre part au cours des 30 dernières années, le Nigeria a consacré beaucoup d'énergie à développer son industrie. C'est à ce moment qu'apparaissent les APE, on nous

Les entretiens de

Grain de sel

dit « il faut ouvrir vos frontières ». Pour nous, cela pose un très gros problème. L'ouverture des frontières, sans plus de protection douanière va entraîner la fermeture de nombreuses entreprises. Cela signifie des millions de Nigériens au chômage. On dénombre plus de 40 000 sociétés aujourd'hui au Nigeria, il n'y en a pas autant dans toute l'Afrique de l'Ouest ! Cela pose d'autant plus problème que dans le même temps, le gouvernement privatise, et que les infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de l'industrie ne sont pas au point (problèmes d'accès à l'énergie, de transports, etc.). Si l'on ouvre les frontières, le temps que l'environnement favorable soit prêt, nous serons tous morts. Il est en effet moins cher d'importer des produits manufacturés d'Europe à bas prix...

Mais le Nigeria ne vend pas des bœufs ou des carottes, il a du pétrole. Grâce à cela, nous pourrions obtenir un arrangement spécial avec l'Union européenne.

Présentement nous ne sommes pas, cela dit, dans une relation bilatérale UE-Nigeria mais bel et bien dans une relation Union européenne - Cedeao. C'est dans cette relation que le Nigeria peut avoir un rôle moteur et faire preuve de leadership.

Si l'on regarde les chiffres du commerce entre l'UE et la Cedeao, on remarque que l'essentiel des exportations de l'UE (81%) vers l'AO sont des produits manufacturés. À l'inverse, 67% des exportations de la Cedeao vers l'Union européenne sont des produits de base. Nous devons développer la transformation des produits de base. Si l'on veut transformer des ananas, il nous faut développer le packaging, des labels, faire de la recherche, etc. et cela doit se faire dans une collaboration sous régionale (Nigeria, Côte d'Ivoire, Sénégal par exemple sur l'ananas).

Quel est pour vous l'avenir de l'intégration régionale ?

Le problème des liaisons d'un pays à l'autre constitue un obstacle majeur à l'intégration régionale. Rien qu'au niveau des télécommunications, il faut 8 cartes Sim différentes pour pouvoir téléphoner d'un pays à l'autre de la sous-région : cette situation ne peut pas durer, il faut pouvoir développer un réseau sous-régional (l'opérateur Celtel l'a fait en Afrique de l'Est).

Les entretiens de

Grain de sel

La politique industrielle adoptée en 2006 n'a jusqu'à présent pas été mise en œuvre. Nous plaçons pour que soit défini un plan d'action pour le développement industriel dans la sous-région, qui identifie les problèmes clés : énergie, infrastructures routières, transports maritimes, avions, etc.

Rien qu'au niveau national, les communications au Nigeria doivent être améliorées : on peut mettre jusqu'à une journée pour joindre le Nord au Sud. En 2006 un contrat a été signé avec les chinois pour la construction d'une ligne de chemin de fer reliant l'est à l'ouest.

Le problème de la monnaie aussi est important. Une importante réforme du système bancaire nigérian vient d'avoir cours, elle n'est pas tout à fait terminée, mais de 84 banques familiales nous sommes passés à 25 banques, plus fortes, susceptibles de financer de gros projets.